

Les magazines et l'investigation doivent revenir au cœur des rédactions

Après la marginalisation de Thalassa, la liquidation de Soir3, c'est à nouveau une émission historique de France 3 qui est sacrifiée : à tous les étages, il faut faire des économies, réduire les ETP, tailler dans les budgets...

Le directeur de l'information promet que « Pièce à Conviction » laissera place à un nouveau magazine d'enquêtes, « toujours sur France 3, avec la même régularité et d'un genre totalement inédit ». Pour le Snj-CGT, cette promesse n'est pas suffisante.

Pour redonner du sens au travail des journalistes, mais aussi des monteurs, des techniciens, des chargés de prod, il faut en finir avec la sous-traitance aux « boîtes de prod », qui font du dumping, en profitant de la précarité.

« Pièce à Conviction », à l'origine fabriqué en interne, a ensuite été entièrement externalisé, ne gardant que la rédaction en chef et la présentatrice. Mais les autres magazines d'info, « Cash Investigation », « Envoyé Spécial » ou les documentaires sont aussi entièrement ou en grande partie réalisés par des « agences de presse » et sociétés de production que l'on découvre aux génériques : Babel Press, Premières Lignes, Waymel, Cat & Cie, Capa...

Parallèlement, le travail des journalistes de FTV et des équipes de reportage est de plus en plus réduit au hot news, aux directs et au tournage d'éléments. Les possibilités de faire du long format, de l'enquête et de l'investigation sont réduites à la portion congrue.

Quand ils ont un projet ou une idée de magazine, les journalistes se trouvent le plus souvent face à une porte fermée. Certains choisissent de démissionner, pour aller piger dans une agence de presse, avec l'espoir de voir leurs reportages passer sur FTV.

Un nouveau magazine d'enquête est promis par le directeur de l'info, c'est l'occasion de redonner un nouveau souffle à des rédactions qui ont un sentiment de déqualification et de plus en plus démotivées.

Il faut ouvrir des perspectives, développer les compétences. L'investigation doit retrouver toute sa place dans les rédactions. Ne plus rester un élément de communication, mais redevenir l'ambition d'une vraie télévision de service public. Nous attendons des actes.

Paris, le 03 décembre 2020